



**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer de la
Manche**

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

**Notice spécifique de la mesure
« Entités collectives pastorales : Gestion écologique des prés salés »
« BN_BMCO_SHP2 »
du territoire « Marais salés »**

Campagne 2022

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

La nécessité de mettre en place une gestion durable qui prenne en compte les fonctions écologiques multiples et complexes du marais salé est largement identifiée dans le cadre des documents d'objectifs Natura 2000 qui couvrent l'entièreté des espaces de marais salés de la Côte Ouest du Cotentin et de la Baie du Mont-Saint-Michel. Dans ce cadre, une gestion pastorale adaptée doit permettre d'associer économie et écologie et d'agir dans une optique de développement durable : pérenniser un milieu naturel et préserver des ressources afin de maintenir une activité d'élevage économiquement durable (Courtois, 2006).

Bien que la couverture monospécifique de Chiendent maritime constitue le stade ultime du pré salé et que celle-ci soit le support de fonctions écologiques à préserver (reproduction de certains passereaux, par exemple), une gestion environnementale de l'herbu doit rechercher une mosaïque de végétation, préserver ses différents stades d'évolution (du pionnier au climacique) en vue de maximiser son potentiel écologique.

On citera par exemple les fonctions assurées par le pré salé à différents stades ou états de conservation :

- Végétation à Obione favorable à la reproduction des populations de Bar (*Dicentrarchus labrax*) ;
- Faciès à Puccinellie maritime pâturée permettant l'hivernage de la Bernache cravant à ventre pâle.

Si le pâturage ovin a fortement influencé l'évolution naturelle des prés salés, sa disparition entraînerait une accélération de celle-ci vers une surreprésentation de son stade ultime à l'effet globalement néfaste pour la biodiversité.

D'un autre côté, les pratiques pastorales actuelles ont abouti à une intensification du chargement dans certains secteurs et à l'abandon de surfaces moins facilement exploitables au profit du Chiendent maritime. Le PAEC offre donc l'opportunité de réorienter les modalités d'utilisation pastorale des prés salés en permettant, par la réouverture de zones à Chiendent, une baisse de la pression de pâturage dans les secteurs sensibles.

Il a donc été identifié dans les cadres de gestion déjà existants (DocOb, avant-projets agroenvironnementaux, plans de gestion, etc.) quatre enjeux élémentaires pour une gestion durable des marais salés :

- ❖ **Limitier l'expansion du Chiendent maritime.**
- ❖ **Maintenir les formations à Obione faux-pourpier et permettre leur redéploiement**
- ❖ **Maintenir le pâturage sur une part significative des marais salés par une gestion pastorale adaptée au milieu.**
- ❖ **Favoriser l'accueil et/ou le maintien de certaines espèces (Obione pédonculée, Bernache cravant, Canard siffleur) par une gestion écologique spécifique.**

Pour répondre à ces enjeux, les opérations à mettre en place doivent s'articuler autour de deux axes :

- **Le maintien de surfaces gérées de façon différenciée** (fauche, pâturage extensif, gestion spécifique, etc.) pour pérenniser **l'accueil et le maintien de certaines espèces** (hivernage d'anatidés, maintien de flore caractéristique ou remarquable), **limiter l'envahissement par le Chiendent maritime** et assurer la **survie économique de l'activité pastorale**.
- **Le maintien voire le redéploiement des zones à Obione faux-pourpier** afin de garantir le maintien d'un certain nombre d'espèces et de fonctions spécifiques du marais salé.

La présente opération vise à proposer des engagements agroenvironnementaux et climatiques destinés spécifiquement aux entités collectives pastorales, afin de préserver l'équilibre agroécologique des surfaces qu'elles valorisent.

Cette opération vise à maintenir des pratiques existantes, elle ne s'entend donc que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et doit être associée à un ciblage sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique.

La gestion collective des prairies et pâturages permanents est soumise à trois types de risque de disparition :

- l'abandon de ces surfaces, soit par redéploiement de l'activité d'élevage sur d'autres surfaces, soit par arrêt de l'activité d'élevage ;
- la sous-exploitation chronique ;
- la sur-exploitation de ces surfaces, qui conduit à les dénaturer et à leur conférer un impact environnemental négatif.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 47,15 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est plafonné selon les modalités suivantes :

- **Les plafonds européens**
 - Cultures annuelles : 600 euros/ha
 - Cultures pérennes spécialisées : 900 euros/ha
 - Autres utilisations de terres (dont prairies) : 450 euros/ha
- **Les plafonds fixés par les cofinanceurs** : Votre demande n'est pas plafonnée en dehors des plafonds européens par type de couvert.
- La demande d'aide totale devra dépasser un seuil de 300 € par an et par exploitation

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité doivent **être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, vous devez respecter les 3 conditions spécifiques à cette mesure.

- Votre structure utilise un même territoire de pâturage à plusieurs éleveurs (au moins 2) que les animaux soient ou non regroupés en un troupeau commun.
- Votre structure gère en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou/et locataires et elle en organise l'utilisation collective par les troupeaux de leurs membres et/ou ayant-droit.
- Votre structure est juridiquement constituée et dotée de la personnalité morale.

Toutes les formes d'entités collectives qui vérifient ces trois critères sont éligibles à la MAEC : groupements pastoraux, collectivités locales, associations foncières pastorales, associations et syndicats professionnels, coopératives, etc...), exception faite des sociétés civiles.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans cette mesure les **surfaces en pâturage collectif de prés salés** de votre exploitation.

L'ensemble des prairies et pâturages permanents que vous utilisez dans un cadre collectif sont éligibles à cette MAEC.

Les surfaces en prairies et pâturages permanents correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « prairies ou pâturages permanents » (PP) à l'exclusion du code culture J6P (jachère de 6 ans ou plus) et qui sont rendues admissibles par la méthode du prorata.

Sur ces surfaces vous devez par ailleurs respecter une plage d'effectifs d'herbivores, calculée à l'échelle de l'unité pastorale, d'un minimum de 0,2 UGB et d'un maximum de 1,4 UGB/ha.

Le nombre d'UGB est calculé selon les modalités définies au point 6.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières :

1/ Les demandes accompagnées d'une **fiche de liaison**, signée par l'opérateur, seront prioritaires.

Parmi ces demandes, la répartition des crédits disponibles devra respecter les critères de priorisation régionaux suivants :

2 / Jeunes agriculteurs à titre principal (ATP), bénéficiaires des aides à l'installation, installés depuis moins de 5 ans à la date de début des engagements 2022 (soit installation après le 15 mai 2017) sont prioritaires.

3 / Exploitations agricoles et/ou surfaces ayant bénéficiées des aides MAEC au cours des campagnes 2015 et/ou 2016 et/ou 2017.

- 4 / MAEC systèmes herbagers et pastoraux (SHP).
- 5 / MAEC à enjeux localisés.
- 6 / MAEC API et PRM.
- 7 / MAEC systèmes polyculture-élevage « dominante élevage » évolution (SPE3).
- 8 / MAEC systèmes polyculture-élevage « dominante élevage » maintien (SPM3).

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2022, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

| Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide | Modalités de contrôle | Pièces à fournir | Caractère de l'anomalie | Gravité | |
|---|--------------------------|------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | | | | Importance de l'anomalie | Etendue de l'anomalie |

| Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide | Modalités de contrôle | Pièces à fournir | Caractère de l'anomalie | Gravité | |
|--|---|---|---|---|--------------------------|
| | | | | Importance de l'anomalie | Etendue de l'anomalie |
| Maintien de l'ensemble des surfaces engagées, hors aléas prédéfinis dans le respect de la réglementation. La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdit. Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé l'année de l'engagement. | Administratif Sur place : visuel et mesurage | Néant | Définitif | Principale | Totale |
| Absence de traitement phytosanitaire sauf traitement localisé tel que défini au point 6, sur les surfaces engagées | Sur place : visuel | Registre pour la production végétale | Définitif | Principale | Totale |
| Respect des indicateurs de résultats sur les surfaces engagées, tels que définis au point 6. | Sur place : visuel | Néant | Réversible | Principale | Totale |
| Utilisation annuelle minimale des surfaces engagées par pâturage ou fauche | Sur place : documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions | Réversible | Principale | Totale |
| Enregistrement des interventions sur les surfaces engagées selon le modèle tel que défini au point 6 | Sur place : documentaire | Cahier d'enregistrement des interventions | Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat | Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie) | Totale |
| Autorisation d'interventions complémentaires ou associées à l'action du pâturage sur les surfaces engagées, telles que définies au point 6 | Sur place : documentaire et visuel | Cahier d'enregistrement des interventions | Réversible | Secondaire | Totale |

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Les effectifs d'animaux

Les animaux pris en compte pour le critère d'éligibilité lié à un élevage herbivore appartiennent aux catégories suivantes :

| Catégorie d'animaux | Animaux pris en compte | Conversion en UGB |
|---------------------|---|---|
| BOVINS | Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI). | 1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB |
| OVINS | Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas | 1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB |
| CAPRINS | Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an | 1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB |
| EQUIDES | Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses | 1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB |
| LAMAS | Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans | 1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB |
| ALPAGAS | Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans. | 1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB |
| CERFS ET BICHES | Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans. | 1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB |
| DAIMS ET DAINES | Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans. | 1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB |

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux considérés pour le calcul du taux de chargement sont ceux présents sur l'exploitation pour une durée minimale de 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l'année en cours. Pour ces animaux, le nombre correspondant doit être déclaré sous Télépac dans l'écran relatif aux effectifs animaux.

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural

Les éléments topographiques pris en compte et à maintenir sur les surfaces engagées qui dans le dossier PAC relèvent du code culture « prairies permanentes » sont les particularités topographiques définies par la grille du verdissement figurant à l'annexe II du Règlement délégué (UE) n°639/2014, exception faite des bordures de champ, c'est-à-dire : les haies, les arbres isolés, les arbres alignés, les bosquets, les mares, les fossés, les murs traditionnels en pierre.

Afin de permettre le contrôle de cette obligation, vous devez lors de votre déclaration PAC, dessiner sur votre RPG (par une croix ou un segment) la totalité des éléments listés ci-dessus qui sont présents sur vos parcelles en « prairies permanentes ».

Le cahier d'enregistrement des pratiques doit comporter a minima :

- L'identification de la surface engagée, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces ;
- La date, le matériel utilisé, la demande d'autorisation et les modalités de fauche ;
- Le nombre d'animaux et d'UGB correspondantes pour le pâturage, les dates d'entrées et de sorties par parcelle ;
- Les interventions complémentaires associées à l'action du pâturage.

Indicateurs de résultats à respecter sur les surfaces où la ressource herbacée est dominante

Les contrôleurs examineront la présence ou l'absence d'indicateurs témoignant de la valorisation de ces surfaces pour l'alimentation de troupeaux dans le respect de leur équilibre agro-écologique, c'est à dire que le niveau de prélèvement de la ressource permet à la fois de préserver son

potentiel de renouvellement (sur le plan qualitatif et quantitatif) et l'accessibilité du milieu.

L'indicateur de résultats à respecter sur les marais salés est le respect sur 80 % de la surface cible engagée d'une plage de prélèvement comprise entre les niveaux 2 et 5 de la grille nationale d'évaluation (cf. Figure ci-dessous). Il est à noter que le prélèvement dépend de la saison à laquelle le contrôle est effectué et du type d'animaux qui l'effectue (bovin, ovin, équin).

| OBSERVATIONS VISUELLES | | Prélèvement herbacé | Mode de gestion |
|------------------------|---|---------------------|-------------------------|
| 1 | Traces de passage rapide du troupeau : coups de dents épars, herbe plus ou moins couchée dans faciès productif, quelques crottes présentes. | < 20 % | Passage rapide |
| 2 | Prélèvement herbacé faible : les bonnes espèces constituant le fin (légumineuses, bonnes graminées, autres), sont consommées irrégulièrement ; le risque de gaspillage est important (herbe couchée dans faciès productif). <i>Coups de dents épars sur feuillages arbustifs les plus appétents</i> | 20 à 40 % | Tri |
| 3 | Prélèvement herbacé irrégulier : dans l'ensemble, le fonds pastoral est consommé ; les espèces moins appétentes sont consommées partiellement et irrégulièrement par taches ou trouées ; peu d'incursions dans les zones embroussaillées moins pénétrables (pâturage concentré sur les zones ouvertes). Le stock sur pied en sec n'est pas attaqué. <i>Les feuillages les plus appétents sont partiellement prélevés, pas d'impact sur les autres arbustifs consommables.</i> | 40 à 60 % | Pâturage prudent |
| 4 | Prélèvement herbacé important : l'ensemble de la strate herbacée est mangé assez régulièrement ; il subsiste des touffes de refus ; exploration très partielle des plages embroussaillées moins pénétrables, qui se traduisent au fil des temps par quelques passages visibles. Pâturage régulier d'au moins 80 % de la surface accessible Le stock sur pied en sec (de l'année précédente) est peu attaqué par les ovins, plus par les bovins et les équins. <i>Impact visible sur arbustifs consommables.</i> | 60 à 80 % | Gestion |
| 5 | Pelouse racleée : l'ensemble de la strate herbacée est très bien consommée, avec un aspect de la pelouse ras et régulier ; les refus d'espèces grossières sont rares ou inexistantes ; les espèces les moins appétentes sont irrégulièrement consommées (carex toujours vert, brachypode de Phénicie). Exploration des plages embroussaillées denses et peu pénétrables (épineux) ; ouverture de passages bien marqués. Pâturage régulier de la totalité de la surface accessible Prélèvement marqué dans le stock sur pied en sec (de l'année précédente), plus complet par bovins et équins. <i>Impact important sur arbustifs consommables.</i> | 80 à 100 % | Impact |

Les indicateurs de dégradations ne sont pas pris en compte sur les marais salés, qui sont des milieux semi-naturels et très dynamiques : les phénomènes d'eutrophisation et de déchaussage des plantes sont également impactés par les marées et la faune sauvage et il semble impossible de déterminer l'impact réel du pâturage sur la dégradation du milieu avec ces indicateurs.